

Après six colloques sur “La Résistance et les Français”

Petite histoire des colloques

Six colloques organisés en l’espace d’environ trois ans sur un même thème par une équipe d’historiens qui travaillent ensemble à leur préparation et à leur coordination, voilà qui mérite quelques explications préalables avant d’évoquer les résultats. L’idée d’organiser une série de colloques sur “la Résistance et les Français” revient à Pierre Laborie (Université de Toulouse-le-Mirail) et à Jean-Marie Guillon (Université de Provence). Elle est lancée par eux au début de 1992. Si tant d’historiens ont accepté de répondre à leur appel, la personnalité de ces deux historiens jouissant d’une admiration unanime y est pour beaucoup. Jean-Marie Guillon est l’auteur d’une monumentale thèse sur la Résistance dans le Var, l’une des plus belles recherches consacrées à la résistance française¹. Pierre Laborie, depuis sa thèse sur le Lot, jusqu’à son livre sur l’opinion française et, depuis lors dans ses innombrables contributions aux colloques et ouvrages collectifs auxquels il a participé, demeure un pionnier de l’histoire de l’opinion². Nos deux historiens, partant du constat que si Vichy, les Juifs, les étrangers... constituaient aux yeux de la communauté historique des objets scientifiques dignes de recherche, il n’en allait pas de même de la Résistance. Suspectée de constituer un objet historique sans sources écrites mais avec pléthore de témoins (plus ou moins mythificateurs), elle avait du mal à trouver sa légitimité³. Ajoutons que du point de vue médiatique, ce n’était pas encore un créneau porteur. Depuis lors, il est vrai, la chasse aux “faux témoins” et aux “faux héros” en a fait un terrain giboyeux pour les journalistes-historiens comme pour les historiens-journalistes.

Très vite l’idée d’un “comité de pilotage des colloques” est apparue. Pour cela, l’Institut d’histoire du temps présent (CNRS) a joué un rôle capital et en particulier Robert Frank, alors directeur de l’IHTP. Les historiens des six villes organisatrices travaillant directement sur la Résistance avaient déjà collaboré avec l’IHTP (comme correspondants ou participants à des colloques) ou en faisaient partie (Laurent Douzou, Denis Peschanski et Dominique Veillon). L’IHTP a fourni au comité de pilotage ses infrastructures, son réseau de relations, son aide financière et le prestige attaché à son nom.

Au comité de pilotage sont représentés les chercheurs des six villes organisatrices. Soit, dans l’ordre chronologique des colloques, avec mention des principaux thèmes abordés :

- Toulouse : Pierre Laborie et Jean-Marie Guillon, 16-18 décembre 1993, les débuts de la Résistance, son historiographie et les relations entre mémoire et histoire ;

- Rennes : Jacqueline Sainclivier et Christian Bougeard, 29 septembre-1^{er} octobre 1994, les enjeux stratégiques de l’Atlantique et de la Manche, l’environnement rural et catholique de la Résistance ;

¹ Jean-Marie Guillon, *La Résistance dans le Var. Essai d'histoire politique*, Thèse d’État, Université de Provence, 1989, 3 vol.

² Pierre Laborie, *Résistants, Vichysois et autres*, Ed. CNRS, 1980, et *L'opinion française sous Vichy*, Le Seuil, 1990

³ Il nous semble que ce n’est pas seulement un phénomène de génération ni tout à fait un hasard si la plupart des organisateurs des colloques sur la Résistance et les Français ont été, avant 1980, correspondants du Comité d’histoire de la Deuxième Guerre mondiale fondé et dirigé par Henri Michel. Ainsi : Christian Bougeard (Côtes du Nord), Jean-Marie Guillon (Var), Pierre Laborie (Lot), François Marcot (Doubs) et Jacqueline Sainclivier (Ille-et-Vilaine) sans oublier Dominique Veillon directement rattachée au Comité à Paris.

- Bruxelles : Robert Frank et José Gotovitch, 23-25 novembre 1994, une approche comparatiste des Résistances de France, de Belgique et de l'Europe du Nord, ainsi qu'un point de vue général sur les relations de la résistance avec les divers groupes sociaux, privilégiant l'étude des couches moyennes et supérieures ;

- Besançon : François Marcot, Janine Ponty, Marcel Vigreux et Serge Wolikow, 15-17 juin 1995, la lutte armée et les maquis, étudiés dans leurs dimensions culturelle, politique et stratégique, avec le point de vue des adversaires et des Alliés sur la Résistance française et un regard sur les autres résistances maquisardes ;

- Paris-École normale supérieure de Cachan : Laurent Douzou, Robert Frank, Denis Peschanski, Henry Rouso et Dominique Veillon, 16-18 novembre 1995, la résistance dans les villes, le processus de décision et les centres et les logiques de décision au sein de la Résistance ;

- Aix-en-Provence : Jean-Marie Guillon et Robert Mencherini, 20-22 mars 1997, une vision comparative de la Résistance en France et dans l'Europe du sud privilégiant une approche anthropologique et culturelle ainsi que des synthèses-bilans des cinq précédents colloques. Cette dernière partie a fait l'objet d'une publication dans les Cahiers de l'IHTP.

Entre les six villes organisatrices, les thèmes ont été délimités et partagés d'un commun accord⁴, les problématiques échafaudées par les responsables ont été soumises à toute l'équipe et discutées en commun, de même que la recherche des intervenants. Nous ne saurions assez insister sur l'extrême correction scientifique et humaine de l'équipe de l'IHTP qui n'a jamais cherché à imposer son orientation à une entreprise dont elle n'était pas l'initiatrice — et encore moins à imposer sa mainmise sur elle⁵. Nous sommes personnellement très reconnaissant à tous les membres du comité de pilotage de nous avoir donné la chance de travailler dans ces conditions et nous sommes parfaitement conscient que la seule équipe du colloque de Besançon n'aurait jamais pu, à elle seule, monter une entreprise de cette envergure.

Ces colloques ont donné lieu à des publications sous forme de pré-actes ou d'actes dont nous donnons les références *in fine*. Nous n'avons nullement l'intention de présenter un "bilan" des six colloques, celui-ci a été fait à Aix-en-Provence et déjà publié dans un Cahier de l'IHTP. Nous proposons un simple voyage très subjectif — et très franco-français — parmi quelques 180 communications en retenant quatre directions principales : les recherches portant sur la définition de la Résistance, ses débuts, sa sociologie et les regards croisés qui ont été portés sur elle.

Pour une définition de la Résistance

Mettons à part deux communications historiographiques qui permettent de faire le point, celle de Jean Marie Guillon « La résistance, cinquante ans et deux mille titres après »⁶ et celle de John F. Sweets⁷ « Historiographie de la Résistance et résistance urbaine ». Jean-

⁴ En tenant compte des centres d'intérêt des chercheurs et de la situation géohistorique de chaque ville et en mêlant chaque fois aspects internationaux, nationaux et régionaux.

⁵ Le mérite en revient évidemment aux deux directeurs successifs de cette période Robert Frank et Henry Rouso. Il faut en outre rendre hommage à Gabrielle Drigeard qui a assuré avec autant de gentillesse que de compétence le secrétariat scientifique du comité de pilotage.

⁶ *in* Toulouse

⁷ *in* Cachan. On peut accéder maintenant, en français, à son ouvrage pionnier sur Clermont-Ferrand : *Clermont-Ferrand à l'heure allemande*, Plon, 1996 (1^{ère} éd. américaine, 1986)

Marie Guillon propose une fresque impressionnante des étapes de l'historiographie de la Résistance, « indissociable de sa mémoire et de son légendaire, irriguée par la conjoncture politique, sollicitée par la conjoncture commémorative, répercutant les clivages du monde ancien combattant, questionnée par le renouvellement des problématiques historiques ». L'historien américain John F. Sweets, rendant compte des recherches des deux dernières décennies, se montre plutôt bienveillant à l'égard de cette production : « De nouvelles sources disponibles, de nouvelles questions posées, de nouvelles approches explorées, une nouvelle génération d'historiens sont apparus offrant des perspectives originales sur le résistance en France. »

L'on était en droit d'attendre de ces colloques un effort de réflexion conceptuel sur la notion de Résistance. François Bédarida⁸ propose une approche de la notion de Résistance par la construction d'un idéal-type wébérien. Le concept de résistance comporte, selon lui, quatre éléments : un engagement de nature volontaire ; un combat de type clandestin ; une logique d'action relevant de l'éthique de conviction ou/et de l'éthique de responsabilité (autres notions wébériennes) ; une mémoire structurée et agissante. Les autres approches tournent autour d'une définition de la Résistance comme « toute action illégale visant à empêcher la réalisation des objectifs de l'occupant et de ses collaborateurs ». Reprenant, mais précisant cette définition, Pierre Laborie⁹, dans le bilan final, distingue l'action de résistance de l'acte de Résistance. L'action de résistance désigne tout ce qui nuit à l'occupant, quel que soit le sens prêté à cette action par son auteur (par exemple de l'utilisation d'un gangster pour exécuter deux collaborateurs). Les actes de Résistance¹⁰, eux, ne peuvent qualifier une action de résistante en dehors du sens qu'elle revêt pour son auteur. Ainsi les exécutions de collaborateurs « ne sont des actes de Résistance, et ne permettent à leurs auteurs de se réclamer d'elle, que s'ils ont été accomplis avec des intentions précises et des convictions partagées ». Il propose quelques critères,

« Un ensemble de composants dont la présence indispensable, et conjointe, conditionnerait toute identification à la Résistance et fournirait les bases d'une ébauche de définition :

- La volonté de nuire à un ennemi identifié, occupant ou au service de l'occupant, en se plaçant en situation de guerre, et en s'organisant pour empêcher par tous les moyens la réalisation de ses objectifs.

- La conscience de résister¹¹, c'est-à-dire de participer à l'expression collective et coordonnée d'un refus intransigeant, par un choix volontaire, par une adhésion responsable à des objectifs distinctement affirmés, par l'acceptation, de fait ou de principe, de la nécessité de la lutte armée, avec une juste conscience du risque et du sens de la lutte.

- Un engagement dans l'action fondamentalement lié à des pratiques de transgression. »

Pierre Laborie va très loin dans la définition des intentions qui servent de critères qualifiant ou non une action de résistance, en particulier en ce qui concerne l'acceptation de la lutte armée. Condition trop restrictive à nos yeux, et tout simplement injustifiée. D'un point de vue théorique, nous ne voyons pas au nom de quoi on devrait privilégier une forme de lutte

⁸ « Sur le concept de Résistance » *in* Toulouse

⁹ « L'idée de Résistance, entre définition et sens : retour sur un questionnement » *in* Cahier IHTP

¹⁰ Majuscules et minuscules de résistance obéissent dans ce cas à l'orthographe choisie par Pierre Laborie.

¹¹ « Conscience de résister qui n'exclut pas des différences importantes dans le degré de conscience, du patriotisme viscéral à l'engagement longuement et mûrement réfléchi. » [note de Pierre Laborie]

(qui de toute façon ne s'est imposée qu'assez tardivement), au point d'en faire un critère discriminant. D'un point de vue pragmatique, comment dans ces conditions envisager l'engagement des premiers résistants, la lutte armée ne figurant pas dans leur horizon mental ? Comment ne pas prendre en considération le fait qu'un certain nombre de résistants ont constamment refusé le recours des citoyens à la lutte armée. Soit parce que pratiquement ils la jugeaient inutile et dangereuse, estimant que les Alliés (et les troupes régulières de De Gaulle) opéreraient la libération à un moindre coût, soit parce qu'ils y sont opposés pour des raisons morales (comme les catholiques) ou en vertu du principe républicain qui commande la séparation du militaire et du politique. Que la possibilité et la nécessité de la lutte armée se soient imposées progressivement à un nombre croissant de résistants, en France — et pas partout ailleurs, ce qui pose tout de même problème — nous paraît être un attribut décrivant la Résistance française, mais nullement un élément discriminant permettant de dire qui est résistant et qui ne l'est pas¹². Quoi qu'il en soit, l'article de Pierre Laborie constitue l'une des réflexions les plus abouties dont la lecture s'impose.

Les débuts de la Résistance

Laurent Douzou et Denis Peschanski¹³ ont bien montré l'ampleur du phénomène des résistants vichystes. S'appuyant sur la presse clandestine et les rapports d'époque, ils montrent que les premiers résistants ont partagé les présupposés de l'opinion ordinaire en accordant leur confiance au Maréchal Pétain et, pour certains, sont allés bien au-delà en approuvant divers aspects de la Révolution nationale. Le fait était bien connu en ce qui concerne Henri Frenay dont le Manifeste a révélé l'ampleur de son soutien au pétainisme, mais il doit être étendu à bien d'autres. Certes, on peut relever des groupes qui, dès l'origine, sont d'un antivichysme irréductible (France-Liberté, Libération-Sud, Libération-Nord, Groupe du Musée de l'Homme, Valmy...). Mais ils sont aussi nombreux, en zone nord comme en zone sud, à manifester une attitude beaucoup plus favorable au maréchalisme, voire au pétainisme, pour reprendre la distinction opérée par Jean-Pierre Azéma. Ainsi *Les Petites Ailes*, Défense de la France, Libération nationale, Liberté, l'Organisation Civile et Militaire, les appels du général Cochet et, bien évidemment, nombre de réseaux de renseignements montés dans l'environnement de Vichy (ceux de Groussard, Loustaunau-Lacau...). « Dans leur majorité, les premiers groupes de résistance furent maréchalistes ». La rupture et la clarification interviennent à partir de l'été 1941. Quels en sont les facteurs ? Certains sont d'ordre intérieur : la politique liberticide de Vichy et l'ampleur de sa répression, l'engagement dans une politique de collaboration n'ayant rien à voir avec la stratégie du double jeu qui fonde pour partie le maréchalisme. Les autres, d'ordre extérieur, avec l'entrée en guerre de l'Union soviétique et l'entrée en scène du parti communiste français. Laurent Douzou et Denis Peschanski montrent par ailleurs que l'ambivalence ne joue pas seulement dans le sens Résistance-Vichy, mais également dans le sens Vichy-Résistance. Ils parlent d'une tentative d'OPA sur la Résistance émanant de certains cercles participant au pouvoir de Vichy, notamment autour de Darlan et Pucheu.

¹² Par contre nous sommes tout à fait d'accord avec lui pour ne privilégier aucun critère concernant les valeurs au nom desquelles l'on résiste. Celles-ci ne sont d'ailleurs jamais discriminantes (on les retrouve dans tous les camps, surtout celui des attentistes) et peuvent servir des causes opposées comme on l'observe dans toutes les guerres — ainsi du patriotisme. Cf. notre article « Réflexions sur les valeurs de la Résistance » in Toulouse

¹³ « Les premiers résistants face à l'hypothèque de Vichy (1940-1942) » in Cachan

Au débat récurrent sur l'attitude du Parti communiste durant l'été 1940, Serge Wolikow¹⁴ apporte sa contribution, nourrie de références aux archives soviétiques. Pour lui, les incertitudes de la situation internationale, les difficultés de communication et de réelles différences de sensibilité permettent d'expliquer les contradictions qui ont pu exister dans un système évidemment bien contrôlé, mais ni à ce degré d'inafaillibilité qu'a vanté l'histoire officielle du PCF, ni à cet étroit monolithisme auquel l'a réduit une histoire passionnément antimoscovite. Il analyse les fluctuations de la ligne politique suivie, les divergences entre les communistes de Paris et ceux de Moscou et entre communistes de chaque lieu. On y découvre un Thorez plus sensible que les Parisiens à la thématique de la résistance à l'occupant (directives du 15 juillet 1940) et à la référence à la culture républicaine comme arme de propagande contre Vichy. Il se heurte à un Marty qui se réjouit de la chute de la bourgeoisie française et entend en profiter. Dès l'automne 1940, pour des raisons diplomatiques, les dirigeants de l'Internationale proposent de ménager de Gaulle et les Anglais... à toutes fins utiles. Vladislav Smirnov¹⁵ brosse un tableau également contrasté des prises de position dans lequel on découvre un Duclos en retrait permanent et renâclant à obéir aux consignes d'abandonner les références anticapitalistes et antigaulistes et ce jusque dans l'appel du 15 mai 1941 à la constitution du Front national.

Le chemin qui a conduit de la lutte politique à la lutte armée, se révèle plus difficile à gravir et plus tortueux qu'on ne le pensait jusqu'alors. Cela se vérifie pour les deux organisations pour lesquelles le passage était supposé avoir été le plus facile, le parti communiste et Combat. Roger Bourderon¹⁶ montre que, ayant rejeté la stratégie de la guerre impérialiste, constitué le Front national (mai 1941) et réagi violemment à l'invasion de l'URSS, le parti se rallie à un objectif général de lutte contre l'occupant mais nullement à une pratique clairement revendiquée, sciemment admise et délibérément organisée de la lutte armée. Les premières exécutions de soldats allemands semblent avoir été le fait de petits groupes de la Jeunesse Communiste qui ont mis la direction du parti devant le fait accompli. Le passage à la lutte armée (surtout sous cette forme radicale d'exécution de soldats allemands qui amène la fusillade des otages) est loin de faire l'unanimité au sein du parti durant toute l'année 1941 — et soulèvera de nombreux problèmes jusqu'au début de 1943. C'est la raison pour laquelle, ni *L'Humanité* ni *La vie du parti* ne les revendiquent, se contentant d'exalter, en termes très généraux, la lutte contre les hitlériens. La première mention d'un attentat contre les Allemands n'apparaît que le 5 décembre 1941 et... l'attribue aux nazis eux-mêmes. On trouve un indice supplémentaire des réticences de la direction du parti dans son retard à mettre en place les structures organisationnelles de la lutte armée. Durant toute l'année 1941, pas de structures constituées qui n'apparaissent qu'au début de 1942. Roger Bourderon émet des doutes sur la réalité d'une constitution du Comité militaire national évoquée par Tillon et Ouzoulias à la fin de 1941 : « C'est sans doute très anachronique dans cette phase balbutiante d'organisation. » En tout état de cause, l'appellation de Francs-Tireurs et Partisans n'apparaît dans *L'Humanité* qu'en avril 1942, ce qui correspond probablement au moment où les FTP unifient les diverses branches armées agissant au sein du PCF (à l'exception des FTP-MOI qui demeurent indépendants). Selon Serge Wolikow¹⁷, pour comprendre la diversité des représentations et des comportements communistes face à la lutte armée il convient de faire référence à la combinatoire des deux cultures dominantes dans le parti : la révolutionnaire qui place l'insurrection armée au cœur du dispositif stratégique, et la républicaine (et antifasciste) qui s'affirme à partir de 1934 et

¹⁴ « Le Komintern, le PCF et les débuts de la Résistance » in Toulouse

¹⁵ « L'Union soviétique, le Komintern et la Résistance française en 1940-1941 », in Cachan

¹⁶ « Le PCF dans la lutte armée : conceptions et organisations » in Besançon

¹⁷ « Les communistes face à la lutte armée » in Besançon

bannit les voies de l'illégalité. Il faut surtout prendre en compte le vécu et les expériences des militants. Les adhérents les plus anciens s'avèrent les plus réticents « leurs fonctions représentatives comme leurs engagements contre les anarchistes » ne les ayant pas préparé à l'action violente illégale. Les militants syndicaux (loin de former un groupe homogène) ont souvent du mal, au début, à saisir la légitimité d'une forme de lutte étrangère à leur expérience comme à leur culture. Les communistes qui s'engagent le plus facilement dans la lutte armée sont ceux qui par leur expérience sont familiers de cette idée, voire de cette pratique : groupes de langues de la MOI, jeunes des Brigades internationales.

Laurent Douzou et Dominique Veillon¹⁸ observent pour Combat la même reconstruction rétrospective assignant à la lutte armée une précocité dans les pratiques et dans les considérations stratégiques qui ne correspond pas à la réalité. Jusqu'à l'été 1941, « la propagande a bien été l'épine dorsale de toute l'activité de Frenay ». A partir de l'été 1941, la notion de lutte armée commence à être prise en considération dans les discussions entre groupes de zone sud. Le rapport rédigé par Jean Moulin à Lisbonne, en octobre 1941, atteste de la réalité des premiers engagements et de l'amorce d'une réflexion sur la lutte armée de la part de Liberté, Libération nationale et Libération.

Bien des études ont montré que l'acceptation de la simple légitimité de la lutte armée résistante, c'est-à-dire de l'utilisation de la violence par les simples citoyens, n'était pas allée de soi. Serge Berstein¹⁹ souligne la profonde contradiction entre la culture politique républicaine, respectueuse de la légalité, souvent accordée à Vichy, et le recours individuel à la violence, et rejetant par dessus tout la guerre civile. Les catholiques, étudiés par Renée Bédarida²⁰, peuvent, face à la violence et à la guerre, se réclamer de deux traditions contradictoires. La première découlant du principe biblique "tu ne tueras pas" rejette par principe l'usage de la violence de guerre, la seconde la tolère, en pratique, en reconnaissant l'existence de la "guerre juste" et de la légitime défense. Cette dernière tradition l'emporte dans l'histoire du catholicisme français mais pose la question de l'appréciation de la justesse de la guerre. Reconnue en 1939-40, celle-ci ne l'est plus ensuite par la hiérarchie catholique qui fait sienne le défaitisme de Vichy et condamne la désobéissance et l'insoumission qui conduisent à refuser le STO ou, pire, à rejoindre le maquis. De ce fait, « nombreux furent les jeunes chrétiens qui s'engagèrent dans le combat avec un certain sentiment de culpabilité. » Pourtant, au sein de Témoignage Chrétien par exemple, des voix s'élèvent, comme celles du père de Lubac ou d'André Mandouze qui prêchent l'insoumission, voire le recours à la violence. Les mêmes réticences sont observées à Défense de la France par Olivier Wiewiorka²¹ et à Libération-Nord par Alya Aglan²². Elles trouvent leur origine dans une éthique chrétienne, ou une culture démocratique qui distingue le champ du politique de celui du militaire et réserve ce dernier à des spécialistes. Dans les deux cas, pour expliquer le ralliement tardif à la lutte armée (fin 1942 ou début 1943), les auteurs invoquent davantage le poids des facteurs extérieurs que l'aboutissement d'un cheminement intérieur : la nécessité de se revendiquer d'une pratique de la guerre pour obtenir reconnaissance et crédit auprès de Londres et participer aux structures nées de l'unification de la Résistance.

¹⁸ « Comment les mouvements de la Résistance non communiste de zone sud ont-ils intégré la lutte armée dans leur stratégie ? » *in* Besançon

¹⁹ « Culture républicaine et lutte armée » *in* Besançon

²⁰ « Les catholiques et la lutte armée » *in* Besançon

²¹ « Défense de la France et la lutte armée : évolution ou conversion ? » *in* Besançon

²² « Comment Libération-Nord a-t-il intégré la lutte armée dans sa stratégie ? » *in* Besançon

Pour comprendre le processus de constitution des mouvements de résistance en zone sud, Laurent Douzou et Dominique Veillon²³ proposent de distinguer trois temps. Celui de *l'émergence des individualités* : une poignée d'hommes qui ne sont pas tous, loin de là, dépourvus d'expérience politique et/militante mais sont animés par une détermination à la "désobéissance"²⁴. Ils surmontent l'angoissante solitude des commencements en constituant des "noyaux" au gré de réseaux de sociabilité divers, professionnels, familiaux ou politiques. La constitution de ces premiers noyaux inaugure *le temps des initiateurs* (premier semestre 1941) qui se donnent pour tâche unique l'activité de propagande : ils doivent alors se dénommer, se justifier, s'organiser et s'ouvrir sur l'extérieur. Cette logique interne conduit à *la période des groupes* : la périodicité d'une publication clandestine oblige à la diversification des analyses, à la spécialisation des tâches, à la structuration pour le travail de rédaction comme pour celui d'impression en amont ou de diffusion en aval ; elle induit une extension numérique et géographique qui se nourrit d'elle même et conduit à la formation du Mouvement.

Se plaçant à un autre niveau, Jacqueline Sainclivier²⁵ propose pour la zone nord, une typologie fort intéressante des premières manifestations de résistance. Elle distingue tout d'abord ceux qui relèvent d'une *Résistance a-organisationnelle*, « constituée d'une juxtaposition d'actes isolés sans projet défini » : premiers sabotages, lacération d'affiches, graffiti, manifestations patriotiques. En même temps, ou après, surgissent des actes qui relèvent d'une *Résistance pré-organisationnelle* : aide à l'évasion des prisonniers de guerre (ou au passage de la ligne de démarcation) ou diffusion des premiers tracts, toutes activités qui, supposant déjà un certain degré de travail en commun et d'organisation, engagent l'avenir. Vient ensuite la véritable *Résistance organisée* impulsée par quelques noyaux (au sens de Laurent Douzou et Dominique Veillon) : réseau du Musée de l'Homme, formations communistes ou réseaux de la France Libre...

Sociologie de la Résistance

Toute considération sur une sociologie de la Résistance oblige à un retour sur la définition même de la Résistance. Elle pose tout d'abord la question des limites de la Résistance, problème qui ne relève ni de l'arithmétique (à partir de combien d'actes de résistance ou de combien de jours d'appartenance à une organisation devient-on résistant ?) ni de la métaphysique maoïste (« les révolutionnaires doivent être dans la population comme le poisson dans l'eau »)²⁶. Ce qui est en jeu, c'est une certaine conception de la Résistance. On peut la concevoir, d'un point de vue politique classique, comme une organisation défendant des idées et luttant pour le pouvoir. Dans ces conditions, les limites de la résistance ne posent pas de problèmes théoriquement insolubles, elles correspondent à celles des organisations de résistance, de leurs militants et de leurs recrues. Comme pour toute organisation, on relèvera l'existence de "sympathisants" et de "complicités" que l'on situera à la périphérie de la Résistance, mais en dehors d'elle. Nous avons développé une autre conception de la

²³ « La résistance des Mouvements : ses débuts dans la région lyonnaise (1940-1942) » in Toulouse

²⁴ Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Laurent Douzou, *La désobéissance. Histoire d'un mouvement et d'un journal clandestins : Libération-Sud (1940-1944)*, Odile Jacob, 1995

²⁵ « Les débuts de la Résistance en zone occupée : essai de typologie » in Toulouse

²⁶ Encore que la métaphore du Grand timonier ne soit pas aussi simpliste qu'on la présente parfois : elle a, entre autres vertus, celle de rappeler que toutes les eaux ne sont pas poissonneuses et que chaque espèce de poissons ne peut survivre dans n'importe quelle eau.

Résistance²⁷ qui part du point de vue de l'histoire sociale et considère la Résistance comme englobant tous ceux qui mènent des actions de résistance, soit dans des organisations (la Résistance organisée), soit de façon autonome ou en fournissant à la Résistance organisée l'aide et le support sans lesquelles cette dernière ne peut survivre (la Résistance-mouvement social). Cet engagement varie évidemment selon le temps, la nature des besoins de la Résistance, la culture propre des individus ou des groupes sociaux et leurs potentialités fonctionnelles. Ceci nous a amené à concevoir la Résistance comme un bloc, la Résistance organisée et la Résistance-mouvement social qui sont fonctionnellement liées. De la même approche relèvent les travaux de Jacques Semelin auquel on doit le concept de "résistance civile"²⁸ sur lequel il est revenu au colloque de Cachan²⁹. Pour Jacques Semelin la résistance civile est définie comme une "résistance sans armes" dont les acteurs appartiennent soit à la société soit à l'État, se manifestent sous des formes diverses telles que : les grèves, les manifestations publiques (11-Novembre, 14-Juillet), la protestation de certaines autorités religieuses à la persécution des juifs (août-septembre 1942) et bien évidemment la formation des mouvements de résistance. Nous rejoignons totalement la vision de Jacques Semelin lorsqu'il veut élargir la notion de résistance bien au delà des organisations et « adopter une approche sociologique permettant d'interpréter son développement dans la cadre plus large des rapports occupants-occupés, c'est-à-dire des pratiques politiques, sociales et culturelles de la société occupée vis-à-vis de l'occupant ». Ainsi veut-il cerner les contours d'une "réactivité sociale" à l'occupation : « Penser la résistance, c'est donc penser les rapports entre ses composantes institutionnelle et sociale, celles-ci sont complémentaires l'une de l'autre. » Comme il l'indique lui-même, dans le champ conceptuel de Jacques Semelin, résistance civile s'oppose à résistance armée. Complémentaires, elles se distinguent par leurs formes et par leurs finalités « la résistance civile fut celle de la survie, visant à sauver ce qui pouvait l'être, sans attendre nécessairement le renversement du rapport des forces militaires. [...] Le but de la résistance civile ne fut pas tant de vaincre l'occupant — elle n'en avait pas les moyens — que d'exister à côté de lui, en dépit de lui, sans attendre l'heure de l'éventuelle délivrance... En revanche, la lutte armée voulut contribuer à la libération du pays, en harcelant l'occupant, en s'attaquant à son ordre politique, policier, militaire, à ses symboles, ses troupes, ses fonctionnaires, ses collaborateurs. » Si nous avons tous deux le même souci d'élargir au social la notion de résistance, le couple résistance civile/résistance armée de Jacques Semelin ne résulte donc pas des mêmes schémas d'analyse que notre propre couple Résistance organisée et Résistance-mouvement social. Le couple de Jacques Semelin part d'une opposition des formes de résistance, civile et armée auxquelles il prête des objectifs différents. Le couple Résistance organisée et Résistance-mouvement social part d'une opposition entre l'organisé et l'inorganisé (quelle que soient leurs formes) et cherche les liens fonctionnels entre la Résistance organisée, le mouvement social résistant et la population.

Une série de communications ont rappelé la prédominance du fait urbain dans la naissance, la formation et la direction de la Résistance. Dominique Veillon³⁰ et Jean-Louis Panicacci³¹ utilisent tous deux le même terme « creuset de la Résistance » pour qualifier le rôle des villes dans la Résistance également mis en valeur par Alfred Wahl³² pour l'Alsace et

²⁷ « La Résistance dans ses lieux et milieux : des relations d'interdépendance » in Cahier IHTP. Point de vue développé in « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité dans Antoine Prost [dir.], *La Résistance, une histoire sociale*, Les éditions de l'atelier/Les éditions ouvrières, 1997

²⁸ Jacques Semelin, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe 1939-1945*, Payot, 1989

²⁹ « Jalons pour une histoire de la France résistante » in Cachan

³⁰ « La ville comme creuset de la Résistance » in Cachan

³¹ « Le poids de la ville dans la Résistance en Provence-Côte-d'Azur » in Cachan

³² « Le poids de la ville dans la Résistance : le cas de l'Alsace » in Cachan

Christine Lévisse-Touzé³³ pour Paris. Tous évoquent leurs traditions de révolte, leurs pratiques de la contestation et de la lutte comme leurs potentialités propres sous l'occupation : rencontres plus aisées, anonymat mieux garanti et facilités matérielles. Christian Bougeard³⁴ insiste pour sa part sur l'importance stratégique de la ville : lieu d'occupation privilégié (donc de mécontentement potentiel à exploiter et de gisement de renseignements à glaner) et nœud des communications pour les Allemands comme pour les résistants, d'où le rôle éminent des ports où sont concentrés les occupants et d'où l'on peut rallier la Grande-Bretagne. En se plaçant d'un autre point de vue, Robert Mencherini, propose deux approches du phénomène urbain. Dans la première³⁵, s'interrogeant sur le rôle de pionnier de Marseille dans la naissance de la Résistance, il dresse un tableau des multiples potentialités de la ville. Elles sont d'ordre géopolitique : située en zone libre, Marseille est une cité refuge ; d'ordre géostratégique : ville portuaire elle fourmille de réseaux de renseignements ; d'ordre social : grand cité peuplée, la ville est « marquée par les organisations ouvrières » et abrite de nombreux communistes étrangers ; d'ordre politique : avec les viviers socialiste et communiste — au sein desquels, les organisations remplissent des fonctions fort différentes ; d'ordre personnel : avec la mise en branle de cercles de sociabilité antérieurs. La seconde approche³⁶ situe la ville dans les stratégies de la Résistance. Cette place évolue dans le temps. Les maquis, à partir de 1943, réintroduisent un espace rural absent des premiers horizons résistants. Puis, le temps de la libération oblige à penser en d'autres termes la conquête des villes comme lieu symbolique et réel de l'exercice du pouvoir et révèle, contradictoirement, que la ville constitue le point fort d'un occupant plus à même — et plus désireux — de tenir les villes que les campagnes. La place de la ville varie aussi selon les organisations et leurs stratégies, Robert Mencherini use fort heureusement de la métaphore pour distinguer celles qui privilégient les chemins (ORA), les routes (MUR-MLN) ou les rues (PCF-FTP).

L'étude du rôle des campagnes a fait l'objet de deux types d'approches différentes. La première, renvoie à une approche anthropologique sur laquelle nous reviendrons plus loin. La seconde cherche à situer leur place et leur fonction dans la Résistance. Unanimement, il a été répété ce qui avait été observé partout : le monde paysan entre tardivement dans la Résistance. De manière réelle selon les uns, Michel Boivin et Jean Quellien³⁷, Patrick Cabanel³⁸, Jean-Marie Guillon³⁹, Harry Roderik Kedward⁴⁰, ou François Boulet⁴¹ pour les zones montagneuses. De façon plus ou moins imaginaire selon Christian Font⁴² qui conclut, pour l'Aveyron, à un comportement attentiste de neutralité, niant même la réalité d'un « attentisme de solidarité ou de connivence » qui n'aurait existé que dans les reconstructions postérieures. Cette place qu'il convient d'attribuer au monde paysan — et plus largement au monde rural — a été l'occasion d'un débat. Aux chiffres produits décrivant la composition des forces de la Résistance et « montrant » que les paysans, partout sous-représentés dans la Résistance, n'y ont occupé qu'une place très restreinte et débouchant le plus souvent sur une explication en termes de moindre volonté, nous avons opposé un autre questionnement⁴³. Il porte sur l'évolution des besoins de la Résistance et l'existence d'une

³³ « Le rôle particulier de Paris pendant la Seconde Guerre mondiale » *in* Cachan

³⁴ « Le poids de la ville dans la résistance en Bretagne et dans la France de l'Ouest » *in* Cachan

³⁵ « Naissance de la Résistance à Marseille » *in* Toulouse

³⁶ « La ville comme élément de stratégie » *in* Cachan

³⁷ « Résistance en Basse-Normandie : définition et sociologie » *in* Rennes

³⁸ « Les Églises, les paysans et la Résistance. L'exemple des Cévennes et de la Lozère » *in* Rennes

³⁹ « La résistance au village » *in* Rennes

⁴⁰ « Le monde rural face au maquis » *in* Besançon

⁴¹ « Montagne et Résistance en 1943 » *in* Toulouse

⁴² « Les paysans et la résistance, le modèle aveyronnais ? » *in* Rennes

⁴³ « Les paysans et la Résistance : problèmes d'une approche sociologique » *in* Rennes

logique de diffusion et de recrutement commandée par ses besoins propres, pour certaines actions, à certains moments, qui conduit à ce que soient privilégiés certains groupes sociaux — indépendamment de leur propre “volonté” d’engagement. Cette logique, nous l’avons appelée le “principe de fonctionnalité”, il décrit les besoins de Résistance et le rôle que jouent les divers groupes. Ainsi, jusqu’en 1943, et la lutte contre le travail en Allemagne, peut-on expliquer leur moindre engagement par le fait que la Résistance n’a guère besoin des paysans qui, de leur côté, ont peu de chose à lui offrir. Loin de tout fonctionnalisme, il nous est apparu que ce principe de fonctionnalité ne pouvait être compris en dehors d’une autre logique, le “principe d’intentionnalité” qui décrit ce qui se passe du côté des acteurs et de leurs projets. Tous deux sont en situation d’interaction et d’interdépendance dans le court temps de la Résistance, comme avant et après. Les paysans qui participent à la survie des maquis à partir de 1943 sont-ils dans la Résistance ? Une nouvelle fois tout dépend de la compréhension que l’on en a. Une conception étroite, limitant la Résistance à ses organisations, conduit inéluctablement à la marginalisation des paysans. Une compréhension plus large, prenant en compte les cultures et pratiques des groupes sociaux, une plus grande diversité des niveaux et des formes d’engagement et leur importance fonctionnelle, conduit à réintégrer les paysans dans la Résistance — et pas seulement eux, mais aussi les femmes, autres évincées par défaut d’intégration organisationnelle.

Le même point de vue pourrait évidemment être développé à propos de tous les groupes sociaux, notamment les classes moyennes. Au cours de ces colloques, les couches moyennes ont récupéré un rôle de création et de direction de la Résistance qui avait été longtemps dévolu au milieu ouvrier. Dans une communication synthétique sur les ouvriers dans la Résistance, Denis Peschanski⁴⁴ observe que : « Premièrement, il y a retard dans l’engagement et dans l’action par rapport à d’autres catégories sociales, ainsi les fonctionnaires. Ensuite, au moins jusqu’à la Relève, en 1942, voire le STO en 1943, on constate un repli, à la fois sur la sphère familiale et l’entreprise, le terme apathie apparaissant de façon récurrente dans les rapports des préfets ou de police sur l’opinion ouvrière. » Les classes moyennes, par contre, occupent une place dominante dans tous les dénombrements sociologiques d’appartenance à des organisations de Résistance présentés dans les colloques, pour les départements du Calvados et de la Manche⁴⁵, du Pas-de-Calais⁴⁶, de l’Aveyron⁴⁷, des Alpes Maritimes⁴⁸, sans oublier les travaux pionniers de Jacqueline Sainclivier⁴⁹. Recensés sous les rubriques d’employés, de cadres, de fonctionnaires, d’enseignants, ils fournissent à la Résistance le gros bataillon de ses cadres (sauf chez les FTP) et souvent de ses initiateurs. Pour Jean-Marie Guillon⁵⁰, la sur-représentation des classes moyennes doit être mise en relation avec leur haut niveau d’engagement dans la vie démocratique : « L’engagement en résistance, même au début, n’obéit pas seulement (ni même principalement) à un choix individuel vis-à-vis de l’armistice et surtout de la collaboration, du régime ou de l’occupant, mais aussi à des déterminations de milieux et de groupes qui, pour les classes moyennes, sont largement d’ordre politique ou idéologique. » Ajoutons que les organisations de Résistance fonctionnent comme les organisations démocratiques en temps de paix. Avec les couches

⁴⁴ « Les ouvriers pendant la seconde guerre mondiale en France. Entre déstructuration, repli sur soi et résistance » *in* Bruxelles

⁴⁵ Michel Boivin, Jean Quellien, art. cit.

⁴⁶ René Lesage, « La participation des classes moyennes à la Résistance : l’exemple du département du Pas-de-Calais » *in* Bruxelles

⁴⁷ Christian Font, art. cit.

⁴⁸ Jean-Louis Panicacci, « Les milieux résistants azuréens » *in* Toulouse (pré-actes)

⁴⁹ *La Résistance en Ille-et-Vilaine, 1940-1944*, Rennes, PUR, 1993

⁵⁰ « Résistance et classes moyennes en zone sud » *in* Bruxelles, repris dans Antoine Prost [dir.], *La Résistance, une histoire sociale*, Les éditions de l’atelier/Les éditions ouvrières, 1997

supérieures, les classes moyennes colonisent même les sphères dirigeantes des grandes organisations de Résistance, celles de l'intérieur, (comme celles de la France Libre) ainsi que le démontre Jacqueline Sainclivier⁵¹. Pour la seule Résistance intérieure, sur les 60 personnes retenues par elle : 45% sont des "intellectuels" — enseignants, journalistes, avocats ou étudiants) —, 18% des parlementaires ou des hauts-fonctionnaires, 17% des officiers, 8% des cadres moyens ou supérieurs du privé. L'élite de la Résistance recrute dans les mêmes milieux que les élites républicaines traditionnelles.

Regards croisés

Diverses lectures proposent des regards croisés seuls susceptibles de rendre compte des situations d'interdépendance des différents acteurs et de leurs représentations réciproques. L'analyse qu'a faite Renée Poznanski⁵² des « cadres de référence » de la résistance des Juifs de France alimente la réflexion sur les relations entre la Résistance et ses milieux en mettant l'accent sur les différences de situations et de systèmes de représentations des Juifs de France. Chez les uns, Juifs dans la Résistance, totalement intégrés à la culture républicaine française, et prenant en compte la représentation que les non-Juifs ont d'eux, elle observe, au nom du principe d'intégration, un « effacement identitaire » destiné à éviter le danger de « ghettoïsation ». Cet engagement « massif », inscrit dans une perspective globale, non spécifiquement juive, de lutte contre Vichy et l'occupant, devient ainsi « une manière supplémentaire de nier la singularisation qui [...] était imposée par l'ennemi ». Pour d'autres, « les intérêts de la France et ceux des Juifs ne se confondaient pas nécessairement » et le sauvetage des Juifs constitue un objectif prioritaire. Passant parfois par une phase d'activité légale, cette action devient pleinement résistante dès lors qu'elle choisit l'illégalité. Elle s'inscrit dans le cadre de « la résistance juive à la Shoah » comme, au sein de la mouvance communiste, les groupes spécifiquement juifs. Surmontant quelques stériles polémiques, Renée Poznanski estime que « prendre le peuple juif comme cadre de référence est tout aussi légitime qu'opter pour le cadre français. A condition toutefois d'intégrer dans chacune de ces perspectives les questions posées par l'autre. » Approche plurielle qui sera profitable à l'histoire du judaïsme français comme à celle de la société dans son ensemble. Pierre Laborie⁵³ rappelle que la persécution des Juifs a occupé une place « modeste » dans la presse clandestine et que, par leurs silences et leurs représentations, les résistants ne se démarquent pas de l'opinion. Il nous invite à dépasser ce stade qui pourrait amener trop rapidement — cela s'est vu — à conclure à un antisémitisme latent et ordinaire des résistants. L'on ne saurait trop se garder des reconstructions actuelles qui attribuent à la question juive une place centrale qu'elle n'avait ni pour les résistants, ni pour le reste de la population, ni pour Vichy. Pierre Laborie plaide pour une vision complexe : les résistants ont une approche globale de la répression et leurs représentations ne doivent pas être analysées isolément mais replacées dans une hiérarchie des priorités. Comme Renée Poznanski, il attire notre attention sur les « effets de miroir » : les résistants se soucient de l'opinion que l'opinion a d'eux et ne veulent pas apparaître comme menant la « guerre des juifs ». A toutes les accusations de compromissions sur la question juive portées contre les résistants, Pierre Laborie oppose les pratiques des résistants : intégrer de nombreux Juifs dans les instances dirigeantes des organisations ne leur pose aucun problème, parce que l'assimilation républicaine est un principe acquis, ce qui renvoie, symétriquement, à l'engagement des Juifs dans la Résistance.

⁵¹ « Essai de prosopographie comparée des dirigeants de la Résistance intérieure et extérieure française » in Cachan

⁵² « Résistance juive, résistants juifs, retour à l'histoire » in Toulouse

⁵³ « La Résistance et le sort des juifs 1940-1942 » in Toulouse

Denis Peschanski, étudiant l'articulation des relations entre « La Résistance, l'occupant et Vichy »⁵⁴, en arrive à proposer « une lecture globale de la Résistance ». La première période (1940-printemps 1942) est celle d'une *clarification inégale*. Pour les premiers résistants, liés par le rejet de l'occupant et la nécessité de le combattre, les relations avec Vichy vont de la franche opposition au clair soutien, en passant par une gamme d'attitudes allant de l'ambigu à l'ambivalent. La seconde période (printemps 1942-fin 1943) est celle de *l'affirmation de la légitimité*. Elle intervient à la faveur du retournement de la conjoncture française et internationale et de l'évidence désormais établie, pour tous les résistants, comme pour la majeure partie de l'opinion française, de la collaboration à fonds perdu de Vichy. Il faut rappeler ici encore le rôle décisif de la lutte contre le travail obligatoire, facteur d'accélération de la prise de conscience de l'opinion comme de la radicalisation de la Résistance. Son unité se consolide par son engagement décisif derrière le général de Gaulle, contre Giraud. La dernière période (1944) est celle de *la clarification du combat*. Elle résulte d'une nationalisation et d'une homogénéisation des manifestations, avérée pour la période 1943-44 étudiée par Danielle Tartakowski⁵⁵, et de la nécessité d'une lutte armée désormais admise par tous, même si ses formes et son inscription dans la stratégie globale varient sensiblement, comme l'ont montré, entre autres, Christian Bachelier⁵⁶ pour l'ORA, Jean-Marie Guillon⁵⁷ nous-même⁵⁸ dans une approche globale des diverses stratégies. Dans ce contexte, Vichy s'engage dans un double processus de radicalisation policière et de marginalisation comme acteur politique du destin des Français, ce qui facilite l'installation de la nouvelle légitimité à la Libération.

Les regards croisés incluent ceux des Allemands. Ceux-ci, tous services confondus, sont unanimes à qualifier de « perfide et lâche » toute reprise des hostilités par des Français, comme le rappelle Hans Umbreit⁵⁹. Au départ, les occupants comptent d'abord sur la police française pour « rétablir l'ordre ». Face aux premières actions armées, des divergences apparaissent qui amènent, en février 1942, le Gouverneur Otto von Stülpnagel à demander son remplacement pour ne pas endosser la responsabilité de la fusillade des otages. Mais, souligne Hans Umbreit, c'est un cas isolé. Eugène Martres⁶⁰ montre aussi que les Allemands ne pouvaient se représenter les résistants autrement que sous les traits du terroriste, hors des lois de la guerre, ce qui à leurs yeux justifiait, en droit et en morale, les mesures les plus impitoyables. Mais les « lois de la guerre » ne structurent pas seules les représentations de l'occupant, l'idéologie nazie y opère son travail propre, et Jean Solchany⁶¹ observe que dans l'imaginaire de l'occupant (y compris celui du « modéré » Otto von Stülpnagel) le terroriste s'identifie aisément au « judéo-communiste ». Dès le début de 1944, membres au non du « complot », contre Hitler (Rommel, Kluge...), les militaires allemands estiment de leur devoir d'assurer la sécurité des forces allemandes en France. N'ayant jamais accepté de reconnaître aux résistants un statut de combattants réguliers, ils demandent et obtiennent un ordre de riposte et de représailles systématiques, donné le 3 février 1944. Pour Eugène Martres et Hans Umbreit les Allemands se sont donnés comme tâche prioritaire de supprimer la Résistance avant les combats décisifs. Ceux-ci déclenchés, « la lutte contre les maquis était devenue une

⁵⁴ « La Résistance, l'occupant et Vichy » in Cahier IHTP

⁵⁵ « Géographie des manifestations de rue » in Cachan

⁵⁶ « L'Organisation de Résistance de l'Armée et la lutte armée » in Besançon

⁵⁷ « La lutte armée et ses interprétations » in Besançon

⁵⁸ « Pour une inscription de la lutte armée dans les stratégies de la Résistance » in Besançon

⁵⁹ « Les Allemands face à la lutte armée » in Besançon. Notons que, curieusement, Hans Umbreit est le seul intervenant allemand de ces colloques.

⁶⁰ « Points de vue allemands sur Résistance et maquis » in Besançon

⁶¹ « Le commandement militaire en France face au fait résistant : logique d'identification et stratégies d'éradication » in Cachan

tâche secondaire ». Ce qui importe désormais, dans une logique de guerre, c'est le maintien de la liaison entre la côte atlantique et la Méditerranée, d'où l'objectif prioritaire de contrôler les voies de communication et non de quadriller le pays. Les maquis ne représentent donc pas, aux yeux des Allemands, un danger à la mesure de l'héroïsation dont ils ont été l'objet par les résistants.

C'est à juste titre que Robert Frank⁶² rappelle que, bien qu'intitulée "La Résistance et les Français", cette série de colloques ne saurait se résumer à une affaire de famille franco-française. D'abord parce que pour les Français, le conflit revêt de fait, très tôt, une dimension mondiale. A cet égard, il observe très justement que les Alliés ont pu remplir à la fois un rôle de soutien à la cause de la Résistance et faire fonction d'écran : si les Alliés sont capables de libérer la France, à quoi bon engager un combat générateur de représailles et de douleurs "inutiles" ? Il faut penser l'existence du couple Alliés/opinion française pour comprendre la stratégie globale des Américains et des Anglais, leur désir de ménager (pour un temps dont Robert Frank détaille finement la chronologie) le gouvernement de Vichy, tant qu'il a quelque chose à offrir (la Flotte, l'Empire...) et tant qu'il jouit d'une légitimité nationale. Robert Frank distingue la "logique de guerre" des Alliés qui veulent vaincre l'ennemi au moindre coût et la "logique de Résistance"⁶³ qui inclut une forte dimension symbolique et politique. La légitimité de la Résistance n'est pas non plus une affaire purement franco-française. Alya Aglan⁶⁴, Laurent Douzou et Dominique Veillon⁶⁵, mettent en valeur l'interaction des phénomènes de reconnaissances réciproques et d'impulsions organisationnelles engendrées par les relations, assez précoces pour les réseaux, tardives pour les mouvements entre Londres et la Résistance intérieure. Les liens sont multiples qui tissent la toile des relations entre Résistance intérieure, de Gaulle et les Alliés. Les Mouvements ont besoin de la reconnaissance de De Gaulle pour obtenir des Alliés les moyens financiers et militaires indispensables au développement de leur action. De Gaulle doit se prévaloir d'une reconnaissance des Mouvements pour asseoir sa légitimité. Les Alliés ont besoin de De Gaulle pour utiliser une Résistance intérieure dont ils finissent par prendre en considération l'existence en termes de logique de guerre mais aussi pour la canaliser, en bonne logique politique. Dans la perspective du débarquement, la création par Eisenhower, en mars 1944, du SFHQ (Quartier Général des Forces Spéciales) traduit au moins une volonté d'utiliser les "forces spéciales", c'est-à-dire les diverses missions alliées (principalement Jedburgh) dont la mission est de coordonner l'action des résistants et celles des troupes régulières. Cela ne va pas sans réticences, qui, Steve Weiss⁶⁶ et Arthur L. Funk⁶⁷, le montrent bien, tiennent moins à des considérations politiques — encore que le refus de Roosevelt de reconnaître de Gaulle ne facilite pas les choses — qu'à une certaine conception de la guerre. Comme le note en conclusion Steve Weiss, « Au mieux, un succès remporté par la Résistance était perçu comme un apport aux grandes opérations du débarquement de Normandie. La Résistance aurait pu faire beaucoup plus si les grands décideurs avaient montré un niveau de confiance suffisant... » Conclusion qui rejoint celle d'Arthur L. Funk : « Trop peu et trop tard. » Du côté soviétique, prévaut la même logique de guerre que décrit Mickail Narinski⁶⁸. Aux

⁶² « Identités résistantes et logiques alliées » in Cahier IHTP

⁶³ « Les missions interalliées et les enjeux de la lutte armée en France » in Besançon

⁶⁴ « Décision individuelle et discipline collective : la résistance des réseaux » in Cachan

⁶⁵ « Les relations entre les résistances intérieure et extérieure françaises vues à travers le prisme des archives du BCRA (1940-1942) » in Rennes

⁶⁶ « La Résistance comme élément des plans anglo-américains pour la libération de l'Europe du Nord-Ouest » in Rennes

⁶⁷ « L'État-major interallié face à la lutte armée en France : représentations et conceptions stratégiques avant le débarquement, pratiques sur le terrain » in Besançon

⁶⁸ « L'URSS, le Komintern et la lutte armée en France » in Besançon

lendemains de l'invasion de l'URSS, les directives du Komintern commandent au parti communiste français de se lancer dans la lutte armée. En novembre 1942, Moscou conseille de se rallier aux Américains « dans la lutte contre les occupants allemands et italiens pour la libération de la France » et de s'entendre au plus vite avec de Gaulle. Très clairement, Staline attend des communistes français que leurs actions armées contribuent à affaiblir l'armée allemande et que leur stratégie politique ne gêne pas les Alliés — et surtout pas de Gaulle. Celui-ci paraît être le mieux à même d'engager la France dans la lutte antiallemande et, de surcroît, de fournir ultérieurement un utile contrepoids aux Anglo-américains. Donc, surtout pas de projet révolutionnaire, de "libération sociale" ni de velléités de prise du pouvoir, mais un renforcement du second front soulageant le front russe.

Si manque encore une véritable approche anthropologique de la société résistante, par contre, il nous semble que de sérieuses avancées ont été opérées en ce qui concerne la place de la Résistance dans le milieu rural. Harry Roderick Kedward, en particulier, a offert plus que des jalons pour mieux saisir ses réalités. Il nous invite d'abord⁶⁹ à resituer la Résistance paysanne dans le contexte traditionnel de la résistance paysanne à l'ordre établi. « L'on aurait tort de revêtir cette résistance quotidienne de trop de romantisme. Par contre, elle est loin d'être insignifiante, et loin d'être inutile. » Il nous invite à nous demander comment cette résistance traditionnelle légitime la Résistance à l'occupant et à Vichy et propose aux historiens quatre domaines d'investigation : la conscience de résistance, l'héritage des valeurs, la transmission, l'inversion. Harry Roderick Kedward invite à suivre la piste de la « polyvalence de la chasse »⁷⁰ pour comprendre une Résistance qui « dès le début a dû développer l'artifice et la ruse du gibier avant de retourner la chasse à son propre avantage ». Il propose de mettre en relation deux chronologies pour saisir l'histoire du monde rural face au maquis⁷¹. Une chronologie des espoirs et des déceptions : promesses de la Relève, espoir d'un débarquement allié à l'automne 1943 et déception de son report, espoir du jour J et douleurs des repréailles, joies et détresses des libérations réussies et ratées. Une chronologie des saisons « encore plus déterminante » : montée des jeunes maquisards à l'été et à l'automne 1943 ; descentes au village lors du rude hiver 1943-1944 avec ses douleurs mais aussi ses potentialités d'intégration des maquisards dans la communauté rurale ; explosion du printemps 1944 avec les liens problématiques entre ceux d'en haut, qui peuvent hâter la libération mais aussi mettre en péril les villages, et ceux d'en bas, dont l'attitude varie : aide volontaire, silence complice ou contraint, peur et repli sur soi.

Étudiant la « Résistance au village », Jean-Marie Guillon⁷², met en valeur les facteurs de continuité qui sont aussi persistance des clivages comme cette « querelle des Blancs et des Rouges [qui] ne débouche pas forcément sur la Résistance, mais lui offre un terreau favorable ». De ce fait, observe Jean-Marie Guillon, « Résister, c'est moins s'opposer au régime qu'aux adversaires de toujours, ceux du lieu, c'est maintenir la République, y compris en s'appuyant sur l'administration, c'est essayer de préserver la cohésion du groupe, c'est biaiser avec les contraintes imposées par l'extérieur (l'État, les intermédiaires, l'occupant, les "autres"). » La solidarité au sein de ce milieu d'interconnaissance dont l'unité, mi-réelle mi-mythique, ne doit pas être troublée, joue à la fois contre et pour la Résistance. Contre, tant qu'elle est perçue comme le fait d'étrangers troublant l'ordre régnant. Pour quand elle suscite la solidarité envers les fugitifs, les réfractaires et les maquisards ou quand elle rend illégitime la dénonciation : « les dénonciations sont rares, même s'il y a menaces de repréailles. »

⁶⁹ « La Résistance, l'histoire et l'anthropologie : quelques domaines de la théorie » *in* Toulouse

⁷⁰ « La Résistance et la polyvalence de la chasse » *in* Aix-en-Provence

⁷¹ « Le monde rural face au maquis » *in* Besançon

⁷² « La résistance au village » *in* Rennes

(Jean-Marie Guillon). Les phénomènes de solidarité entre résistants et monde rural, bien qu'apparus spontanément dans le refus du STO, doivent être inscrits, nous dit Hélène Dumora-Ratier⁷³, dans le réseau des solidarités rurales : « Une nouvelle hiérarchie se met ainsi en place, basée sur une nouvelle clientèle. Au sommet, des résistants connus de tous, issus du milieu rural, investis d'une autorité morale grâce à leur profession ou à un engagement antérieur, et souvent sédentaires, incarnent une nouvelle légitimité. » Jean-Marie Guillon met également en avant le rôle des personnes d'influence : « Encore faut-il, pour que la greffe réussisse, qu'il y ait des médiateurs reconnus par la communauté. Comme toujours, ils se recrutent d'abord dans les couches rurales supérieures. [...] Le rôle des notables en général, des élus en particulier, est essentiel. » Il y voit, même, à juste titre nous semble-t-il, un des facteurs essentiels de la pénétration de la Résistance en zone rurale : « La curieuse cartographie de la résistance villageoise tient pour beaucoup à l'action de ces quelques individus. Leur défaillance se traduit par l'atonie, le rejet, le déchirement si d'autres moins légitimes tentent d'y remédier. »

Pour conclure : une ouverture

Notre but, en proposant un parcours sélectif des publications issues des colloques, était de donner envie de lire les textes originaux. Nous percevons les oublis et les injustices d'un panorama déjà trop long, et nous avons conscience qu'une autre lecture aurait été possible. Elle aurait réservé une place à l'approche comparatiste : outre les colloques de Bruxelles sur les Européens du nord et celui d'Aix-en-Provence sur les Européens du sud, elle aurait fait référence aux communications de Cachan (José Gotovitch sur l'interface entre les deux résistances, intérieure et extérieure belges ; Claudio Pavone sur les objectifs de la Résistance : le cas de l'Italie) et de Besançon, avec les études consacrées aux maquis italiens (Gianni Perona), yougoslaves (Stevan K. Pavlowitch) et polonais (Jan E. Zamojski), sans oublier l'article de José Gotovitch et Pieter Lagrou sur « La Résistance française dans le paysage européen » (Cahier IHTP). Elle aurait rendu compte de l'article synthétique de Denis Peschanski sur la Résistance immigrée (colloque de Toulouse), des études consacrées aux organisations de Résistance, celles de Jean-Marie Guillon sur les socialistes en résistance, de Jean-Pierre Le Crom sur syndicalisme et résistance, de Claire Andrieu sur le CNR (colloque de Cachan) et de Laurent Douzou, dans son rapport de synthèse sur « Organisations et mode de fonctionnement de la Résistance » (Cahier de l'IHTP). Nous aurions pu... Nous achèverons modestement en indiquant les références bibliographiques des ouvrages à lire.

François Marcot

Annexe : références bibliographiques

GUILLON (Jean-Marie), LABORIE (Pierre), *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Toulouse, Ed. Privat, 1995, 352 p. [cité *Toulouse*]

SAINCLIVIER (Jacqueline), BOUGEARD (Christian) [dir.], *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*. Actes du colloque international de Rennes (29-30 sept et 1er oct. 1994), Presses Universitaires de Rennes, 1995, 371 p. [cité *Rennes*]

⁷³ « Paysans et Résistance : étude d'un milieu et d'un processus d'entrée en résistance » in Toulouse

DOUZOU (Laurent), FRANK (Robert), PESCHANSKI (Denis), VEILLON (Dominique), *La Résistance et les Français : Villes, centres et logiques de décision*. Actes du colloque de Cachan, 16-18 novembre 1995, Institut d'histoire du temps présent (CNRS), 1995, 547 p. [cité *Cachan*]

FRANK (Robert) et GOTOVITCH (José), *La Résistance et les Européens du Nord*. Actes du colloque international de Bruxelles 23-25 novembre 1994. Centre de Recherches d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale (Bruxelles) et Institut d'Histoire du temps Présent (Paris), 2 vol, 1994 et 1996, 460 p. et 158 p. [cité *Bruxelles*]

MARCOT (François) [Dir. avec la Collaboration de Janine Ponty, Marcel Vigreux, Serge Wolikow], *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis*, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, diffusion Les Belles Lettres, 1996, 549 p. [cité *Besançon*]

GUILLON (Jean-Marie), MENCHERINI (Robert), *La Résistance et les Européens du sud*, Aix-en-Provence, UMR TELEMME, 1997, Préactes, actes à paraître en 1998. [cité *Aix-en-Provence*]

La résistance et les Français. Nouvelles approches, Cahiers n°37 de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, décembre 1997, 185 p. [cité *Cahier IHTP*] Il s'agit de la publication de la partie bilan du colloque d'Aix-en-Provence avec des contributions de Pierre Laborie, Christian Bougeard, Jean-Marie Guillon, Denis Peschanski, Robert Frank, Jacqueline Sainclivier, Dominique Veillon, Laurent Douzou, François Marcot, José Gotovitch, Pieter Lagrou.